

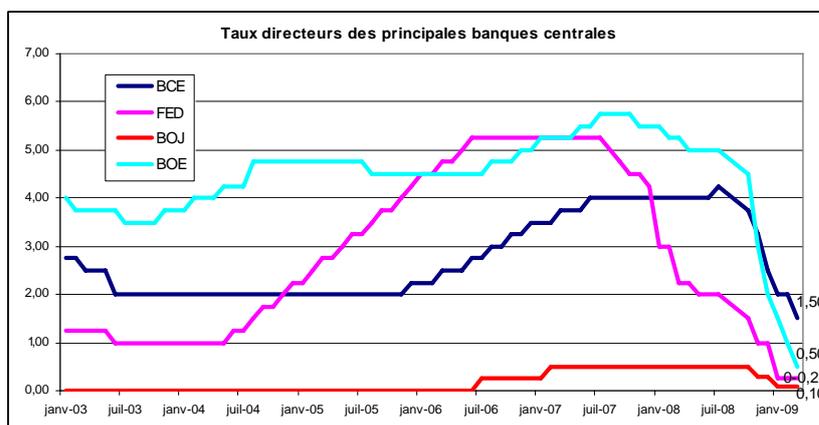
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt.....

La BCE abaisse son principal taux à son niveau historique le plus bas dans un contexte de récession

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 5 mars 2009 d'abaisser de 50 points de base le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt respectivement à 1,50 %, 2,50 % et 0,50 %. Dans son discours introductif, le Président de la BCE observe que les taux d'inflation ont baissé de façon significative et devraient demeurer nettement inférieurs à 2 % en 2009 et 2010. La BCE a fortement revu à la baisse ses prévisions d'évolution du PIB pour 2009 et 2010 en tablant sur une croissance en volume comprise entre - 3,2 % et - 2,2 % en 2009 et entre - 0,7 % et + 0,7 % en 2010. Tout en soulignant qu'il existe un degré d'incertitude élevé sur les projections de croissance, le Président de la BCE a présenté un scénario de reprise progressive en 2010 sous l'effet de la baisse des cours des matières premières, des importantes mesures de relance macroéconomiques ainsi que des mesures de grande ampleur prises pour rétablir le fonctionnement du système financier.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) se réunira le 17 et 18 mars 2009. Le PIB des Etats-Unis a reculé au quatrième trimestre 2008 de 6,2 % en rythme annuel (chiffre révisé) contre une estimation initiale de baisse de 3,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance de l'économie américaine ressort à 1,1 % au lieu de 1,3 %. En janvier 2009, la production industrielle a baissé de 1,8 % par rapport à décembre 2008 et chuté de 10 % en glissement annuel. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,6 % en janvier 2009, après six mois de baisse consécutive. L'indice des prix lié aux dépenses de consommation des ménages a augmenté de 0,3 % par rapport à décembre 2008. Hors alimentation et énergie, l'indice est en hausse de 0,2 %. Les Etats-Unis ont perdu 651 000 emplois au mois de février 2009 après 655 000 au mois de janvier 2009 (chiffre révisé), le taux de chômage est estimé à 8,1 %, en hausse de 0,5 point par rapport à janvier 2009. La FED a fortement revu à la baisse ses prévisions économiques pour l'année 2009 : le PIB reculerait entre 0,5 % et 1,5 %, le taux de chômage se situerait entre 8,5 % et 8,8 %. Le président Obama a fait adopter par le Congrès un plan de relance de l'économie américaine de 787 milliards de dollars.



Chômage

Très forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et hausse du taux de chômage au 4^e trimestre 2008...

... et variation limitée du taux de chômage dans la zone euro

Inflation

Recul de l'inflation en France et légère remontée dans la zone euro

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Risque de déflation en Chine

Baisse des taux de l'IEOM

En France, fin janvier 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 (les personnes inscrites au Pôle emploi déclarant être à la recherche d'un emploi à plein temps et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois) s'établit à 2 204 500, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 4,3 % (+ 90 200 personnes). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmente de 15,4 % (+ 21,8 % pour les hommes et + 8,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie 1 croît de 23,1 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 7,8 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2008, en hausse de 0,6 % par rapport au troisième trimestre 2008 (données révisées).

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint selon Eurostat 8,2 % en janvier 2009, en progression de 0,1 % par rapport à décembre 2008. Il était de 7,3 % en janvier 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union (UE27) s'est élevé à 7,6 % en janvier 2009. Il était de 6,8 % en janvier 2008. En janvier 2009, le taux de chômage des moins de 25 ans est estimé à 16,9 % dans la zone euro et à 17 % dans l'UE27.

En janvier 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,4 % sur un mois ; l'inflation sous-jacente s'élève en glissement annuel à 1,7 %.

Selon une estimation provisoire d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,2 % en février 2009, contre 1,1 % en janvier 2009.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé lors de sa réunion du 19 février 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Au quatrième trimestre 2008, le PIB du Japon a reculé de 3,3 % et de 12,7 % en rythme annuel. En janvier 2009, la production industrielle a chuté de 10,0 % par rapport à décembre 2008 et de 30,8 % sur un an. La consommation des ménages a reculé de 5,9 % sur un an. Les prix à la consommation hors produits frais sont restés stables sur un an. En janvier 2009, le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,2 % par rapport à décembre 2008. Les exportations ont chuté de 46 % sur un an à cause de l'effondrement des exportations vers les Etats-Unis (- 52,9 %), la Chine (- 46,7 %) et l'Union européenne (- 47,4 %). Les importations ont chuté de 31,7 % et le déficit commercial atteint 7,9 milliards d'euros.

En janvier 2009, l'indice des prix chinois à la consommation a augmenté de 1 % tandis que les prix à la production chutaient de 3,3 %. En février 2009, l'indice des prix à la consommation a baissé de 1,6 % en glissement annuel, première baisse depuis décembre 2002. Dans son rapport trimestriel, la Banque centrale de Chine indique que l'économie chinoise est exposée à un risque de déflation à court terme et de ralentissement de la croissance mais que les fondamentaux de l'économie restent solides. Selon les statistiques des douanes, les exportations ont reculé de 17,5 % en glissement en janvier 2009 par rapport à janvier 2008 et les importations ont chuté de 43,1 %. Les expéditions à destination de l'Union européenne ont baissé de 17,4 % et celles vers les Etats-Unis de 9,8%. A l'ouverture de la session annuelle du Parlement, le Premier ministre chinois, M. Wen Jiabao a réaffirmé son objectif de 8 % de croissance en 2009 en dépit des difficultés induites par l'aggravation et l'extension de la crise financière et économique mondiale. Il a annoncé que le gouvernement prendra des mesures d'incitation fiscale pour soutenir les exportations et que la Chine maintiendra un taux de change relativement stable pour le yuan. Il a également annoncé que le gouvernement soutiendrait la demande intérieure, en particulier celle des ménages afin de stimuler la croissance économique.

A la suite de la baisse de 50 points de base du taux de la facilité de prêt marginal de la BCE et conformément au dispositif adopté par le Conseil de surveillance de l'IEOM, les taux de la facilité de prêt marginal et de l'escompte de chèques ont été abaissés de 50 points de base pour les porter à 2,50 % à compter du 11 mars 2009. Le taux de réescompte est maintenu à 2 % et le taux de la facilité de dépôt à 1,50 %

Informations réglementaires

Adaptation du droit économique et financier

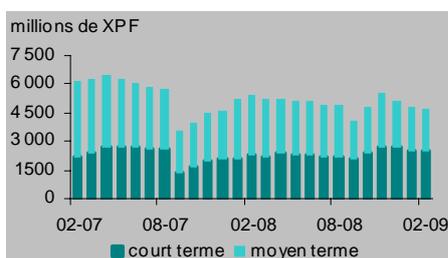
Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2008-1233 du 28 novembre 2008 portant actualisation du droit économique et financier applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna présenté à l'Assemblée nationale le 4 février 2009 par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, est examiné par la commission des finances, de l'économie générale et du plan. Le texte est disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl1433.asp>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse du recours au refinancement de l'IEOM sur un mois mais également sur un an

en millions de F CFP	févr-08	janv-09	févr-09	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 302	2 214	2 116	-4,4%	-8,1%
Utilisations à moyen terme	3 126	2 532	2 535	0,1%	-18,9%
Refinancement total	5 428	4 745	4 652	-2,0%	-14,3%



Cotation

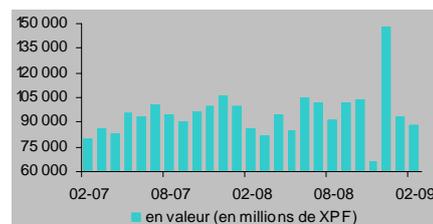
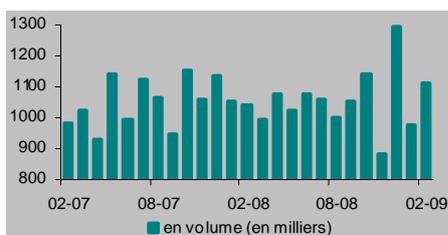
Légère hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	févr-08	janv-09	févr-09
Entreprises cotées :	4 392	4 425	4 478
dont éligibles au refinancement	1 316	1 475	1 525
en %	30,0%	33,3%	34,1%

Compensation

Hausse des opérations en volume et baisse en valeur sur un mois

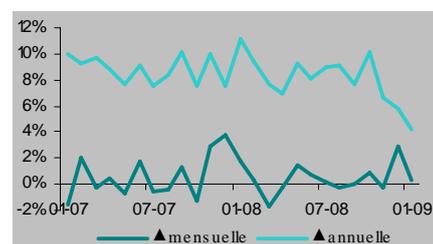
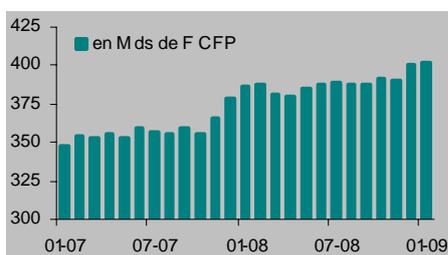
	janv-09	févr-09	▲/mois	cumul 09	▲ cumul/an
Nombre	976 947	1 109 504	13,6%	2 086 451	-0,3%
Montant (millions de F CFP)	93 658	88 281	-5,7%	181 939	-2,2%



Masse monétaire

Baisse des dépôts à terme et redressement des placements liquides et à court terme sur le mois

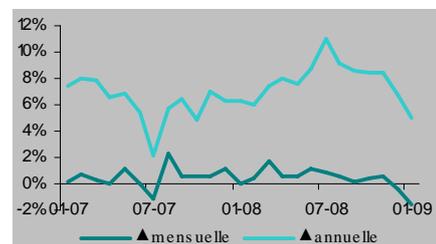
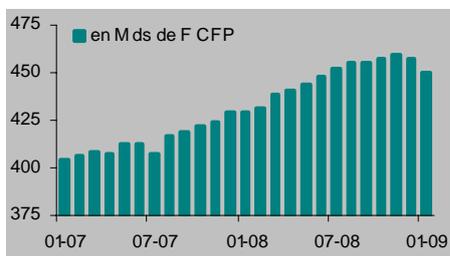
en millions de F CFP	janv-08	déc-08	janv-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 833	14 170	13 500	-4,7%	-2,4%
Dépôts à vue	141 921	144 601	147 966	2,3%	4,3%
Comptes sur livrets	67 676	60 756	64 949	6,9%	-4,0%
Comptes d'épargne logement	209	206	209	1,6%	0,2%
Dépôts à terme	151 702	170 432	165 869	-2,7%	9,3%
Autres	10 563	10 963	9 899	-9,7%	-6,3%
Total M3	385 904	401 128	402 393	0,3%	4,3%



Concours de caractère bancaire

Faible repli des crédits à l'économie et baisse sensible des créances douteuses brutes sur le mois

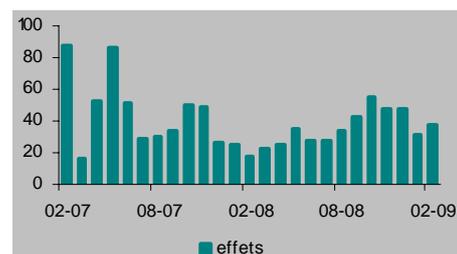
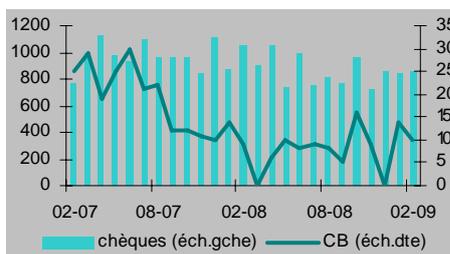
en millions de F CFP	janv-08	déc-08	janv-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	125 852	138 477	137 789	-0,5%	9,5%
Crédits d'équipement	61 579	63 985	63 306	-1,1%	2,8%
Crédits à l'habitat	136 399	147 763	147 745	0,0%	8,3%
Autres crédits	80 863	77 920	77 453	-0,6%	-4,2%
Créances dout. brutes	24 421	29 426	24 037	-18,3%	-1,6%
Total CCB	429 113	457 571	450 330	-1,6%	4,9%



Incidents de paiement

Augmentation sensible des incidents sur chèques sur un mois mais diminution sur l'année

en nombre	janv-09	févr-09	cumul 2009	▲/mois	▲cumul/an
Incidents de paiements :	886	901	1 787	1,7%	-10,2%
- sur chèques	841	854	1 695	1,5%	-12,0%
- sur effets	31	37	68	19,4%	61,9%
- retraits de cartes bancaires	14	10	24	-28,6%	4,3%
Interdits bancaires	4 118	4 077		-1,0%	-2,9%
- sur personnes physiques	3 684	3 630		-1,5%	-3,3%
- sur personnes morales	434	447		3,0%	0,7%



3 – Brèves économiques locales

Médiation du crédit

Le dispositif en Polynésie française

Le dispositif de médiation du crédit est opérationnel en Polynésie française comme dans les autres départements et collectivités outre-mer depuis le mois de novembre 2008. Ce dispositif est ouvert à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille et leur forme juridique, dès lors que leurs discussions avec les établissements de crédit pour trouver une solution à leurs problèmes de trésorerie ou de financements à moyen ou long termes sont restées infructueuses (refus de crédit).

En Polynésie française, la médiation du crédit est assurée par le directeur de l'IEOM et s'articule autour d'une cellule opérationnelle de suivi du financement des entreprises. Cette cellule est réunie périodiquement à l'initiative du haut-commissaire, assisté du trésorier payeur général et du directeur de l'IEOM en vue de faire le point sur le dispositif de soutien au financement de l'économie et, le cas échéant, d'examiner et d'orienter des dossiers d'entreprises confrontées à des difficultés financières générées par la crise économique.

Afin de faciliter les contacts avec les entreprises locales dans le cadre de ce dispositif, l'IEOM a mis à leur disposition une boîte de messagerie : mediation.credit.987@ieom.pf. A ce jour, sur 5 dossiers reçus, 2 ont fait l'objet d'un réexamen par les banques concernées avec une issue favorable pour l'un d'entre eux, les autres ayant été jugés inéligibles à la procédure de médiation.

Par ailleurs, un partenariat est en passe d'être formalisé avec la CCISM qui, en qualité de tiers de confiance, apportera son assistance aux entreprises souhaitant saisir le médiateur du crédit. Tous les dossiers doivent être déposés sur la plateforme internet créée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>.

Tourisme

Forte baisse de la fréquentation touristique en janvier

Le Star Flyer quittera Tahiti en février 2010

2ème édition du salon du Tourisme destiné à la clientèle locale

Avec seulement 9 999 visiteurs, la fréquentation touristique a enregistré sa plus faible performance pour un mois de janvier, depuis 1996. En un an, la Polynésie française a perdu 3 103 touristes (- 23,7 %), dont 2 531 croisiéristes (- 63,4 %). L'arrêt des croisières du paquebot Tahitian Princess dans les eaux polynésiennes est la raison essentielle de cette baisse significative. De toutes les différentes formes de tourisme, seul le tourisme affinitaire a progressé pendant cette période (+ 9,7 %). Par conséquent, le taux d'occupation des hôtels internationaux a fortement reculé pour s'établir à 34 % (- 7 points), ce qui représente 6 000 chambres vendues en moins.

La compagnie « Star Clippers » a annoncé que le quatre-mâts Star Flyer quittera la Polynésie française en février 2010. L'armateur a décidé de repositionner ce navire de croisière dans un marché moins exposé aux effets de la crise économique internationale. La compagnie envisage néanmoins de revenir en 2012.

Le départ du Star Flyer constituerait un manque à gagner annuel estimé à près de 2 milliards de F CFP. Arrivé en décembre 2007, le voilier, qui dispose de 85 cabines pouvant accueillir au total 170 passagers, effectue 43 croisières par an en Polynésie française.

La deuxième édition du salon du Tourisme « Tere Ai'a » s'est tenue du 6 au 8 février à Papeete. Face à la baisse du nombre de touristes étrangers, cette manifestation a eu pour objectif de dynamiser la demande intérieure. En 2008, la clientèle locale a consommé 90 000 nuitées dans les hôtels internationaux (14 % du total) pour un montant estimé à 2 milliards de F CFP.

Au terme des trois jours du salon, l'ensemble des exposants a exprimé sa satisfaction devant la fréquentation affichée, estimée à 8 000 visiteurs. En outre, près de 1 500 séjours dans les îles ont été vendus au cours de cet événement, dont les destinations phares ont été Fakarava (20 %), Bora Bora (17 %) et Huahine (10 %). Les recettes générées ont atteint 149 millions de F CFP, répartis comme suit :

- Repas et activités : 72 millions de F CFP ;
- Hébergement : 47 millions de F CFP ;
- Transport aérien (Air Tahiti) : 30 millions de F CFP.

Pêche

Un expert japonais pour réformer les techniques de pêche polynésiennes

La société d'économie mixte (SEM) Tahiti Nui Rava'ai a fait appel à un capitaine de pêche japonais afin de participer à la formation des équipages polynésiens. Cet expert nippon, comptant plus de cinquante ans d'expérience de pêche dans toutes les mers du globe, a pour mission d'enrichir les techniques de pêche polynésienne afin d'améliorer le rendement des équipages.

Au terme d'une campagne de pêche effectuée aux Marquises, d'une durée de 10 jours, l'équipage conduit par le capitaine japonais, Yano Atsufumi, a rapporté 8 tonnes de thon rouge de qualité, dont la totalité a été prise en charge en vue de son exportation vers les Etats-Unis, la France et le Japon. A ce titre, les nouvelles techniques de pêche ouvrent des perspectives intéressantes sur des marchés à l'export, notamment le marché nippon dont les consommateurs sont très exigeants sur la qualité du poisson.

Plan de relance pour l'outre-mer

Onze chantiers de relance pour la Polynésie française

Le Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer a dévoilé un vaste plan de relance pour l'outre-mer. Très axées sur les DOM, les mesures proposées ont aussi un impact sur les autres collectivités d'outre-mer. Pour la Polynésie française, les premiers chantiers de la relance sont au nombre de 11 et portent sur un engagement total de 17,3 millions d'euros. Ils concernent entre autres l'installation de centrales hybrides photovoltaïques dans 8 atolls des Tuamotu, l'aménagement d'un centre aquacole à Vairao, la mise en place de chauffe-eau solaires pour les logements sociaux ou encore divers travaux et aménagements pour le centre pénitentiaire de Faa'a.

Défiscalisation locale

Avis favorable sur le projet de loi

La commission des finances de l'Assemblée de Polynésie, réunie le 4 mars, a rendu un avis favorable sur le nouveau projet de loi du Pays sur la défiscalisation locale. Instauré en 1995, le dispositif de défiscalisation locale prévoit d'accorder des avantages fiscaux aux contribuables participant au financement de programmes immobiliers. L'adoption prochaine de ce texte devrait offrir de nouvelles opportunités de relance de l'économie en encourageant l'investissement privé.

Sciences

11ème inter-congrès des sciences du Pacifique

Le 11ème inter-congrès des sciences du Pacifique a eu lieu à Tahiti du 2 au 6 mars. Il a réuni 800 chercheurs qui ont présenté 650 exposés autour de cinq thèmes : biodiversité, climat, santé, culture et économie. Ces assises de la recherche ont donné lieu à la signature d'une convention pluripartite donnant naissance à un Grand Observatoire de l'environnement et de la biodiversité terrestre et marine du Pacifique Sud (GOBS), une structure rassemblant de manière inédite de nombreux acteurs du monde de la recherche.

Logement

6ème salon de l'Habitat

La sixième édition du salon de l'Habitat s'est déroulée du 26 au 29 février. L'an passé, ce salon avait attiré 25 000 visiteurs. L'organisation de la manifestation a souhaité mettre en avant les entreprises soucieuses du développement durable et de l'environnement.

4 – Brèves économiques régionales

Chômage

Dégradation de l'emploi en Australie ...

Plusieurs entreprises australiennes ont annoncé des plans de licenciements en début d'année. Le plus important a été dévoilé par la compagnie minière BHP Billiton qui se sépare de 3 400 employés en Australie. Dans le secteur minier, considéré il y a encore peu de temps comme le moteur de la croissance australienne, 9 000 suppressions d'emplois ont été annoncées depuis juillet 2008.

Dans la construction, qui souffre de la raréfaction du crédit, ce sont 15 000 emplois qui ont été perdus depuis août 2008. La dégradation de l'emploi ne se reflète pas encore dans le chiffre du chômage de décembre qui passe à 4,5% (4,4% en novembre 2008) mais la plupart des prévisions estiment qu'il pourrait rapidement atteindre 7%.

Enfin, dans le secteur bancaire, le groupe Société Générale a annoncé une réduction de 30 % de ses effectifs en Australie. Les emplois supprimés, principalement dans la branche de l'investissement et des affaires, devraient être recréés dans la succursale de Hong Kong.

... mais aussi en Nouvelle-Zélande

Avec 105 000 demandeurs d'emploi à fin décembre 2008, le taux de chômage s'est élevé à 4,6 % et pourrait atteindre 7,2 % en 2009 d'après les prévisionnistes. Cette hausse du chômage s'accompagne d'une modification des modalités d'emploi : les employeurs recherchent désormais une main-d'oeuvre plus flexible, travaillant à temps partiel et sur de courtes périodes. Le nombre de Néo-zélandais employés à plein temps et le nombre d'heures travaillées en 2008 ont diminué.

Nouvelle-Zélande

Baisse de la consommation des ménages

Les ménages, touchés par l'augmentation des prix des produits importés et les perspectives d'augmentation du chômage, tendent à restreindre leurs achats. De façon révélatrice, le nombre de transactions par carte bancaire est resté stable en décembre 2008, mais leur montant a nettement baissé.

Pour l'heure, ce sont principalement les dépenses somptuaires et les achats coûteux, d'automobiles par exemple, qui ont diminué. En 2008, seulement 900 000 voitures ont changé de propriétaire contre 1 million par an, en moyenne, au cours de la décennie. Les voyages à l'étranger sont également affectés par les restrictions de train de vie (-6 % en glissement annuel en décembre 2008).

Afin de compenser la hausse des prix et de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs les moins qualifiés, le gouvernement néo-zélandais vient d'augmenter de 50 cents le salaire minimum qui passe ainsi de 12 à 12,50 NZD de l'heure.

Les indicateurs de référence

INDICES

	Indice	△/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - janvier 2009 (base 100 décembre 2007)	102,6	-0,8%	3,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - décembre 2008 (base 100 janvier 2000)	128,3	0,9%	-1,9%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)

	déc-08	Cumul annuel	△ cum/an. préc.
Importations dont :	17 497	175 870	9,5%
- produits agroalimentaires	3 109	32 888	6,1%
- biens de consommation	2 764	27 478	4,1%
- biens d'équipement	3 124	34 299	18,3%
Exportations dont :	1 571	13 187	-15,5%
- perles brutes	1 199	9 701	-8,3%
- poissons	21	276	-43,4%

(source: ISPF)

TOURISME

	m-1	m	Cumul annuel	△ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit) - janvier 2009	48 292	42 848	42 848	-10,9%
Nombre de touristes - janvier 2009	13 940	9 999	9 999	-23,7%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale - janvier 2009	40,7%	34,0%		

(sources: ISPF, SEAC, CPH)

5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	11/03/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,50%	11/03/2009
taux de la facilité de prêt marginal	2,50%	11/03/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	16/12/2008	1,50%	4,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	16/12/2008	2,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,25% à 6,70% (Taux SFGAS à partir du 01/02/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	11/03/2009	2,50%	
taux de l'escompte de chèques	11/03/2009	2,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	27/02/2009	30/01/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	1,3740%	1,2730%	+ 0,101 pt	2,3520%	- 0,978 pt
EURIBOR 1 mois	1,5300%	1,7450%	- 0,215 pt	2,6030%	- 1,073 pt
EURIBOR 3 mois	1,8250%	2,0860%	- 0,261 pt	2,8920%	- 1,067 pt
EURIBOR 6 mois	1,9330%	2,1760%	- 0,243 pt	2,9710%	- 1,038 pt
EURIBOR 12 mois	2,0330%	2,2730%	- 0,240 pt	3,0490%	- 1,016 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,60%	01/12/2006
taux d'intérêt légal		JORF
année 2009	3,79%	11/02/2009
année 2008	3,99%	23/02/2008

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	27/02/2009	30/01/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	1,2583%	1,8404%	- 0,582 pt	2,4511%	- 1,193 pt
EURIBOR 1 mois	1,6300%	2,1690%	- 0,539 pt	2,9590%	- 1,329 pt
EURIBOR 3 mois	1,9450%	2,4830%	- 0,538 pt	3,2570%	- 1,312 pt
EURIBOR 6 mois	2,0360%	2,5660%	- 0,530 pt	3,3300%	- 1,294 pt
EURIBOR 12 mois	2,1370%	2,6480%	- 0,511 pt	3,4180%	- 1,281 pt
TMO	3,9400%	3,8400%	+ 0,100 pt	3,7300%	+ 0,210 pt
TME	3,7400%	3,6400%	+ 0,100 pt	3,5300%	+ 0,210 pt
TRBOSP	3,9000%	3,9800%	- 0,080 pt	3,6400%	+ 0,260 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	27/02/2009	30/01/2009	31/12/2008	27/02/2009	30/01/2009	31/12/2008	27/02/2009	30/01/2009	31/12/2008
taux JJ	0,210%	0,325%	1,000%	0,525%	0,385%	0,425%	1,200%	1,350%	1,350%
3 mois	1,645%	1,575%	2,900%	0,935%	0,880%	0,950%	1,785%	1,950%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,060%	2,850%	3,020%	1,270%	1,290%	1,180%	3,600%	3,710%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2009)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51%
Prêts à taux fixe	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	9,04%
Prêts à taux variable	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	8,56%
Prêts relais	7,72%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	10,45%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	21,11%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	9,92%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,3782	1 NZD/XPF	47,2134	1 HKD/XPF	12,1701	1 GBP/XPF	133,6152	
100 JPY/XPF	96,8366	1 AUD/XPF	59,9928	1 SGD/XPF	61,0112	100 VUV/XPF	77,7006	1 FJD/XPF	50,2297

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM –
 Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP
 Dépôt légal : 12 mars 2009 - Achèvé d'imprimer 12 mars 2009 – N° ISSN 1240-3830